

Procès-verbal de la séance du 7 juillet 2015 :

PRESENTS :

MM. Galant J., **Présidente**,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B.,
D'Haese-Leuridant M., Demoustiez A.,
Echevins,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Breuse E., Senecaut M., Robette-
Delputte F., Chanoine V., Dessilly V., Egels E.,
Petit N., **Conseillers**,
Gillard S., **Directeur général**.

EXCUSES : Vanderkel A., Hallot J.P., Decamps P., Delhay J., Decoster C.,
Conseillers

-
1. Approbation du procès-verbal de la séance du 19 mai 2015 – partie publique –
approbation.

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,
Approuve à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 19 mai 2015.

2. Finances – Situation de caisse au 22 juin 2015 – information

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,
Prend connaissance de l'information.

3. **Finances** – Acquisition de deux maisons dans le cadre du projet « Logements passerelles » : projet d'acte de vente – désignation des représentants communaux à la signature – **approbation**
Madame Senecaut demande si les critères d'attribution des logements ont déjà été fixés, et si un critère relatif aux revenus des intéressés sera notamment pris en compte. L'Echevin des Finances lui répond que la réflexion quant à la fixation de ces critères est toujours en cours, et que ce point devrait être soumis au Conseil communal lors de sa prochaine séance.

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu la Déclaration de Politique générale soumise par le Collège communal au Conseil communal et approuvée par ses soins en sa séance du 26 mars 2013, conformément à l'article L1123-27 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que figure dans cette Déclaration de Politique générale, le projet de développer une politique d'épargne-logement en faveur des jeunes couples de la Commune rencontrant des difficultés à acquérir une habitation sur la Commune de Jurbise, et dont la dynamique principale reposerait sur l'achat d'une ou deux maisons destinées à servir de « logements-passerelles » au bénéfice des intéressés ;

Attendu qu'au cours de l'année 2014, quatre maisons ont été construites par la S.A. Résidence et Villa.com, consécutivement à l'obtention d'un permis d'urbanisme délivré par le Collège communal en sa séance du 26 août 2013 ;

Considérant qu'au cours de cette même année, une offre de prix pour deux de ces quatre maisons a été faite par Monsieur Eric De Clercq, responsable commercial de la S.A. Résidence et Villa.com ;

Considérant que la première de ces deux maisons, sise Clos du Moustier 34D à 7050 Jurbise et cadastrée Section A partie du n°110 L3, construite sur un terrain de 1 are 96 centiares, fait l'objet d'une offre de prix d'un montant de 196.132,23 € HTVA ou 237.320 € TVAC, et comprend notamment hall d'entrée, locaux techniques, salon, salle à manger, cuisine, salle de bains et 3 chambres ;

Considérant que la deuxième de ces deux maisons, sise Clos du Moustier 34C à 7050 Jurbise et cadastrée Section A partie du n°110 L3, construite sur un terrain de 1 are 52 centiares, fait l'objet d'une offre de prix d'un montant de 187.698,34 € HTVA ou 227.115 € TVAC et comprend, elle aussi et notamment, hall d'entrée, locaux techniques, salon, salle à manger, cuisine, salle de bains et 3 chambres ;

Vu la délibération du Collège communal du 30 mars 2015 ;

Considérant qu'il est par conséquent ici proposé au Conseil communal de procéder à l'acquisition des deux maisons dont l'affectation urbanistique, l'origine et le contenu sont mieux définis dans l'acte de vente ci-annexé, établi par l'étude du Notaire Jean-Louis Malengreaux et transmis à l'Administration communale en date du 10 juin 2015 ;

Considérant que cette acquisition sera réalisée pour cause d'utilité publique ;

Considérant que le total général de la vente s'élèverait, pour les deux biens, à un montant de 458.066,76 €, TVA, frais de bornage, frais de vente et honoraires compris ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été prévus au service extraordinaire de l'exercice 2015 du Budget communal, article 922/71256.20150044:2015 ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 15 juin 2015, et obtenu en date du 24 juin 2015 ;

Attendu qu'il convient de désigner Madame Brigitte Desmet-Culquin, Echevine déléguée à la signature, et Monsieur Stéphane Gillard, Directeur général de l'Administration, afin de représenter la Commune à la signature de l'acte de vente ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE , à l'unanimité :

Article 1^{er} . - D'approuver le projet d'acquisition de deux maisons sise au Clos du Moustier, cadastrées Section A parties du n°110 L3 et dotées des numéros d'habitation 34D et 34C, pour un montant respectif de 196.132,23 € HTVA et 187.698,34 € HTVA et un montant global de 458.066,76 € TVA, frais de bornage, frais de vente et honoraires compris . Cette acquisition sera réalisée pour cause d'utilité publique.

Article 2 . - De désigner Madame Brigitte Desmet-Culquin, Echevine déléguée à la signature, et Monsieur Stéphane Gillard, Directeur général de l'Administration, afin de représenter la Commune à la signature de l'acte de vente.

Article 3 . - De transmettre des exemplaires de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier ainsi qu'à l'étude de Maître Malengreaux pour disposition.

4. Finances – Compte 2014 de la Fabrique d'Eglise Saint-Barthélémy à Erbaut – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation en ce qui concerne les dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le compte de la Fabrique d'Eglise Saint-Barthélemy d'Erbaut pour 2014 réceptionné à l'administration communale en date du 21 avril 2015 se présentant comme suit :

Recettes : 20.274,44€
Dépenses : 15.035,61€
Résultat : 5.238,83€

Vu la décision de l'Evêché de Tournai du 28 avril 2015 approuvant le compte 2014 sous réserve des remarques suivantes :

« Un relevé article par article est exigé par le nouveau décret du 13/03/2014. Ce relevé devra être respecté pour le compte 2015. »

Considérant que la vérification desdits comptes n'emporte aucune remarque dans le chef de l'Administration Communale hormis les remarques émises par l'Evêché ;

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve avec 14 voix « pour » et 1 « abstention » le compte 2014 de la Fabrique d'Eglise Saint-Barthélemy d'Erbaut. *Monsieur Chanoine ne prend pas part au vote.*

5. Finances – Compte 2014 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame du Perpétuel Secours à Masnuy-St-Jean Bruyères – approbation
LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation en ce qui concerne les dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le compte de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame du Perpétuel Secours à Masnuy-St-Jean Bruyères pour 2014 réceptionné à l'administration communale en date du 21 avril 2015 se présentant comme suit :

Recettes : 27.381,15€

Dépenses : 14.418,87€

Résultat : 12.962,28€

Vu la décision de l'Evêché de Tournai du 2 juin 2015 approuvant le compte 2014 étant donné que l'autorité diocésaine n'a pas eu la possibilité de traiter le compte dans le délai de 20 jours.

Considérant que la vérification desdits comptes n'emporte aucune remarque dans le chef de l'Administration Communale ;

LE CONSEIL COMMUNAL, approuve avec 15 voix « pour » et 1 « abstention », Le compte 2014 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame du Perpétuel Secours à Masnuy-St-Jean Bruyères.

6. Finances – Compte 2014 de la Fabrique d'Eglise Notre Dame de Vacresse à Herchies – approbation

Madame Senecaut demande si la problématique liée à la location d'un bien immobilier par la Fabrique est concernée par ce Compte. L'Echevin des Finances lui répond par la négative, cette problématique devant être intégrée aux Budget et Compte 2015 de la Fabrique. L'Echevin lui confirme également, en réponse à sa question, que les pourparlers quant au devenir de la Fabrique continuent entre les représentants de cette dernière et l'Evêché.

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation en ce qui concerne les dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le compte de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame à Herchies - Vacresse pour 2014 réceptionné à l'administration communale en date du 30 avril 2015 se présentant comme suit :

Recettes : 22.113,14€

Dépenses : 20.578,66€

Résultat : 1.534,48€

Vu la décision de l'Evêché de Tournai du 18 mai 2015 approuvant le compte 2014 sous réserve des remarques suivantes :

« Certains dépenses ont été revues à la baisse étant donné l'absence de justificatifs »

Considérant que la vérification desdits comptes n'emporte aucune remarque dans le chef de l'Administration Communale hormis les remarques émises par l'Evêché ;

LE CONSEIL COMMUNAL, approuve avec 15 voix « pour » et 1 « abstention », Le compte 2014 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame à Herchies - Vacresse.

7. Secrétariat – Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA. le vendredi 26 juin 2015 à 12h00 – ordre du jour – ratification

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique

Vu l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDETA;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communal du 7 mai 2013 ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire de l'Agence Intercommunale IDETA le 26 juin 2015;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Rapport de gestion 2014
2. Comptes 2014 et affectation des résultats
3. Rapport du Commissaire-Réviseur
4. Décharge au Commissaire-Réviseur
5. Décharge aux administrateurs
6. Prise de participations en collaboration avec Ipalle - Exploitation du parc éolien "Moulin Saint Roch" sis sur les territoires des communes de Péruwelz et Beloeil

Qu'il convient donc de soumettre à ratification du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale 'IDETA;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL COMMUNAL RATIFIE, à l'unanimité, LES DECISIONS QUI SUIVENT :

Article 1^{er} :

D'approuver le point n° 1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Rapport de Gestion 2014 ».

D'approuver le point n° 2 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Compte 2014 et affectation des résultats ».

D'approuver le point n° 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Rapport du Commissaire-Réviseur ».

D'approuver le point n° 4 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Décharge au Commissaire-Réviseur ».

D'approuver le point n° 5 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Décharge aux Administrateurs ».

D'approuver le point n° 6 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Prise de participations en collaboration avec Ipalle - Exploitation du parc éolien "Moulin Saint Roch" sis sur les territoires des communes de Péruwelz et Beloeil »

.

Article 2 :

Les délégués représentant la Commune de Jurbise, désignés par le Conseil Communal du 7 mai 2013, seront chargés lors de l'Assemblée générale du vendredi 26 juin 2015, de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée

Article 3 :

La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Agence Intercommunale IDETA, à Monsieur le Directeur financier ainsi qu'au département administratif.

-
8. **Secrétariat** – Assemblée générale de l'Intercommunale ORES Assets. le jeudi 25 juin 2015 à 10h30 – ordre du jour – **ratification**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-31 et L 1122-34 § 2;

Attendu qu'en date du 31 décembre 2013, l'association intercommunale ORES Assets a été constituée suite à la fusion des intercommunales IDEG, IEH, IGH, INTEREST, INTERLUX, INTERMOSANE, SEDILEC et SIMOGEL, et que cette association, soumise à la législation relative aux intercommunales, a pris la forme d'une Société Coopérative à Responsabilité Limitée (SCRL) ;

Considérant l'affiliation de la commune à l'association intercommunale ORES Assets ;

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'assemblée générale de l'Intercommunale le 25 juin 2015 par courrier daté du 13 mai 2015 ;

Considérant que la commune doit être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale le 25 juin 2015;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE DE RATIFIER, à l'unanimité, LES DECISIONS QUI SUIVENT :

Article 1^{er} : D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'association intercommunale ORES Assets du 25 juin 2015 qui nécessitent un vote. L'ordre du jour est le suivant :

1. Modifications statutaires ;
2. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 ;
3. Décharge aux administrateurs pour l'année 2014 ;
4. Décharge aux commissaires pour l'année 2014 et pour le 1^{er} semestre 2015 dans le cadre de leur fin de mandat au 30 juin 2015 ;
5. Décharge aux réviseurs pour l'année 2015
6. Rapport annuel 2014 ;
7. Actualisation de l'annexe 1 des statuts – Liste des associés ;
8. Remboursement des parts R ;
9. Nominations statutaires.
10. Rémunération des mandats en ORES Assets

Article 2. : De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal, et de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3. : Que la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale ORES Assets ainsi qu'aux intéressés.

9. **Secrétariat** – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale IGRETEC le jeudi 25 juin 2015 à 16h30 – ordre du jour – **ratification**

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IGRETEC ;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communal du 7 mai 2013 ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire de l'Agence Intercommunale IGRETEC le 25 juin 2015;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Affiliations/Administrateurs
2. Modifications statutaires
3. Comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2014 – rapport de gestion du conseil d'administration – rapport du Collège des Contrôleurs aux Comptes
4. Approbation des comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2014
5. Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration
6. Décharge à donner aux membres du Collège des Contrôleurs aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2014
7. In House : modifications

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC ;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL COMMUNAL RATIFIE, à l'unanimité, LES DECISIONS QUI SUIVENT :

Article 1^{er} :

D'approuver l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Affiliations/Administrateurs
2. Modifications statutaires
3. Comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2014 – rapport de gestion du conseil d'administration – rapport du Collège des Contrôleurs aux Comptes
4. Approbation des comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2014
5. Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration
6. Décharge à donner aux membres du Collège des Contrôleurs aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2014
7. In House : modifications

Article 2 :

Les délégués représentant la Commune de Jurbise, désignés par le Conseil Communal du 7 mai 2013, seront chargés lors de l'Assemblée générale du mardi 25 juin 2015, de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée

Article 3 :

La présente résolution sera transmise pour information à IGRETEC, à Monsieur le Directeur financier ainsi qu'au département administratif.

10. **Secrétariat** – Assemblée générale de l'Intercommunale IDEA le mercredi 24 juin 2015 à 17h00 – ordre du jour – **ratification**

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDEA ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 21 mai 2014 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IDEA du 24 juin 2015 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'IDEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

- Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur le rapport d'activités du Conseil d'Administration pour l'exercice 2014 ;

Considérant qu'en date du 20 mai 2015, le Conseil d'Administration a approuvé le projet de rapport d'activités et considérant que les conseillers communaux associés ont été informés par l'associé concerné que le projet de rapport d'activités est disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

- Considérant que les **deuxième, troisième et quatrième points** inscrits à l'ordre du jour portent sur la présentation et l'approbation du Bilan et du compte de Résultats et sur le rapport du Réviseur;

Considérant que le Conseil communal a pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs aux Bilans et aux comptes de Résultats 2014 et considérant que les conseillers communaux associés ont été informés par l'associé concerné que ces documents sont disponibles sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

- Considérant que le **cinquième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner aux Administrateurs ;

Qu'en effet, conformément à l'article 23 des statuts de l'IDEA, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de leur mission pour l'exercice 2014, aux Administrateurs ;

- Considérant que le sixième point inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner au Réviseur ;

Qu'en effet, conformément à l'article 23 des statuts de l'IDEA, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de sa mission pour l'exercice 2014, au Réviseur;

- Considérant que le septième point inscrit à l'ordre du jour porte sur les modifications statutaires – Sous-secteur III.B – Parts A Bis ;

Considérant qu'en date du 20 mai 2015, le Conseil d'Administration a marqué accord sur l'adaptation de l'art. 59 §4 des statuts IDEA ;

LE CONSEIL COMMUNAL RATIFIE, à l'unanimité, LES DECISIONS QUI SUIVENT :

Article 1 :

- d'approuver le rapport d'activités 2014.

Article 2 :

- d'approuver les comptes 2014.

Article 3 :

- de donner décharge aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mission au cours de l'exercice 2014.

Article 4 :

- de donner décharge au Réviseur pour l'accomplissement de sa mission au cours de l'exercice 2014.

Article 5 :

- d'approuver les modifications statutaires, à savoir l'adaptation de l'art. 59 §4 des statuts IDEA.

11. Secrétariat – Assemblée générale de l'Intercommunale HYGEA. jeudi 25 juin 2015 à 17h00 – ordre du jour – ratification

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale HYGEA ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 22 mai 2015 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale HYGEA du 25 juin 2015 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'HYGEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

- Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur le rapport d'activités du Conseil d'Administration pour l'exercice 2014 ;

Considérant qu'en date du 21 mai 2015, le Conseil d'Administration a approuvé le projet de rapport d'activités et considérant que les conseillers communaux associés ont été informés par l'associé concerné que le projet de rapport d'activités est disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

- Considérant que les **deuxième, troisième et quatrième points** inscrits à l'ordre du jour portent sur la présentation et l'approbation du Bilan et du compte de Résultats et sur le rapport du Réviseur ;

Considérant que le Conseil communal a pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs aux Bilans et aux comptes de Résultats 2014 et considérant que les conseillers communaux associés ont été informés par l'associé concerné que ces documents sont disponibles sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

- Considérant que le cinquième point inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner aux Administrateurs ;

Qu'en effet, conformément à l'article 34 § 4 des statuts de l'HYGEA, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de leur mission pour l'exercice 2014, aux Administrateurs ;

- Considérant que le sixième point inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner au Réviseur ;

Qu'en effet, conformément à l'article 34 § 4 des statuts de l'HYGEA, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de sa mission pour l'exercice 2014, au Réviseur ;

- Considérant que le septième point porte sur des la désignation de trois Administrateurs ;

Suite à la résiliation du marché avec SHANKS, il convient de procéder lors de l'Assemblée générale du 25 juin 2015 à la désignation de trois administrateurs A.

Sur base des résultats de la Clé d'Hondt établie lors des élections communales du 14 octobre 2012, il y a lieu de désigner 2 administrateurs PS et 1 administrateur CDH.

LE CONSEIL COMMUNAL RATIFIE, à l'unanimité, LES DECISIONS QUI SUIVENT :

Article 1 :

- d'approuver le rapport d'activités 2014.

Article 2 :

- d'approuver les comptes 2014.

Article 3 :

- de donner décharge aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mission au cours de l'exercice 2014.

Article 4 :

- de donner décharge au Réviseur pour l'accomplissement de sa mission au cours de l'exercice 2014.

Article 5 :

- de désigner à l'Assemblée générale les 3 administrateurs A de l'Intercommunale HYGEA qui seront présentés lors de l'Assemblée.

12. Secrétariat – Assemblée générale du Centre Intercommunal de Santé des Cantons de Mons (CISCM) le jeudi 25 juin 2015 à 18H00 – ordre du jour – ratification

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale C.I.S.C.M.;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale CISCM par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité, et que ceux-ci ont été désignés par le Conseil communal du 07 mai 2013 ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale de l'intercommunale CISCM du 25 juin 2015 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que l'ordre du jour porte sur :

1. Rapport du Conseil d'administration ;
2. Rapport du Réviseur d'entreprises ;
3. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 – approbation
4. Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2014 ;
5. Décharge à donner au Réviseur pour l'exercice de son mandat au cours de l'année 2014 ;
6. Fixation du montant de la cotisation des membres associés pour l'année sociale à venir ;
7. Rapport d'activités 2014 – approbation
8. Approbation du procès-verbal de la présente séance.

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal le point de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M.;

LE CONSEIL COMMUNAL RATIFIE, à l'unanimité, LES DECISIONS QUI SUIVENT :

Article 1^{er} :

D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du CISCAM du 25 juin 2015 qui nécessitent un vote.

Article 2 :

D'approuver l'ordre du jour dont les points concernent :

1. Rapport du Conseil d'administration ;
2. Rapport du Réviseur d'entreprises ;
3. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 – approbation
4. Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2014 ;
5. Décharge à donner au Réviseur pour l'exercice de son mandat au cours de l'année 2014 ;
6. Fixation du montant de la cotisation des membres associés pour l'année sociale à venir ;
7. Rapport d'activités 2014 – approbation
8. Approbation du procès-verbal de la présente séance.

Article 3 : de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus.

Article 4 : de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

Article 5 : de transmettre la présente délibération à l'intercommunale CISCAM.

13. Secrétariat – Assemblée générale de l'Intercommunale pure de Financement du Hainaut (IPFH) le jeudi 25 juin 2015 à 18h00 – ordre du jour – **ratification**

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Considérant l'affiliation de la commune à l'Intercommunale I.P.F.H.;

Considérant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal, et que ces délégués ont été désignés lors du Conseil Communal du 07 mai 2013;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.E.H. du 25 juin 2015 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 2,3 et 4 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

LE CONSEIL COMMUNAL RATIFIE, à l'unanimité, LES DECISIONS QUI SUIVENT :

Article 1^{er} : D'approuver le point 2°) de l'ordre du jour, à savoir:

- Comptes annuels consolidés au 31 décembre 2014 ;

Article 2 : D'approuver le point 3°) de l'ordre du jour, à savoir:

- Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2014 ;

Article 3 : D'approuver le point 4°) de l'ordre du jour, a savoir:

- Décharge à donner aux membres du collège des contrôleurs aux comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2014 ;

Article 4 : de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal.

Article 5 : de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 6 : Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.P.F.H. (boulevard Mayence 1 a 6000 CHARLEROI) ;
- au Gouvernement provincial ;
- au Ministre des pouvoirs locaux.

14. Secrétariat – Assemblée générale de la SCI Centre hospitalier Universitaire et Psychiatrique de Mons-Borinage le mardi 30 juin 2015 à 18h15 – ordre du jour – ratification

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le livre V de la première partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et relatif aux modes de coopération entre Communes ;

Considérant que la Commune de Jurbise est affiliée à la S.C Intercommunale Centre Hospitalier Universitaire et Psychiatrique de Mons-Borinage ;

Vu l'article 1523-11 du livre V, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-31 et L 1122-34 § 2;

Considérant que la Commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentants la majorité du Conseil Communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale CHU Ambroise Paré du 30 juin 2015 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale CHU Ambroise Paré;

LE CONSEIL COMMUNAL RATIFIE, à l'unanimité, LES DECISIONS QUI SUIVENT :

Article 1er : d'approuver :

- le procès-verbal de la séance du 18 décembre 2014;
- le rapport annuel de gestion – année 2014 ;
- la présentation des comptes relatifs à l'exercice 2014 ;

- le rapport du Commissaire-réviseur ;
- le rapport du Collège des Contrôleurs ;
- les comptes 2014 ;
- la décharge donnée aux administrateurs ;
- la décharge donnée aux membres du Collège des Contrôleurs ;
- la décharge donnée au Commissaire-réviseur ;
- la désignation du Commissaire-réviseur pour les exercices comptables 2015-2017 ;
- la ratification de la décision du Conseil d'administration de désigner Mme Joëlle Kapompole en qualité d'administrateur représentant la vielle de Mons, en remplacement de Mr Jean-Pierre Dupont ;
- la ratification de la décision du Conseil d'administration de désigner Mr Rudy Waselynck en qualité d'administrateur supplémentaire issu de la commune de Frameries, représentant du Parti Populaire ;
- la prise de participation de l'Intercommunale CHUPMB dans la société « ProtonW.be », centre de protonthérapie et d'hadronthérapie, à hauteur de 300.000 €.

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal.
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale CHU Ambroise Paré;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

15. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire de la Société terrienne de Crédit social du Hainaut le mardi 16 juin 2015 à 17h30 – ordre du jour – **ratification**

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu l'affiliation de la Commune à la Société Terrienne de Crédit Social du Hainaut ;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communal du 7 mai 2013 ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire de la Société le 16 juin 2015;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

- 1) approbation des p-v des Assemblées générales ordinaires et extraordinaires du 3 juin 2014
- 2) rapport de gestion 2014 du Conseil d'administration aux associés
- 3) présentation des comptes annuels 2014
- 4) rapport du Commissaire-réviseur
- 5) approbation des comptes 2014
- 6) affectation du résultat
- 7) décharge aux administrateurs
- 8) décharge au Commissaire-réviseur
- 9) nomination d'un Administrateur privé

LE CONSEIL COMMUNAL RATIFIE, à l'unanimité, LES DECISIONS QUI SUIVENT :

Article 1er. : D'approuver l'ordre du jour de la prochaine Assemblée générale de la « Société Terrienne de Crédit Social du Hainaut», à savoir :

- 1) approbation des p-v des Assemblées générales ordinaires et extraordinaires du 3 juin 2014
- 2) rapport de gestion 2014 du Conseil d'administration aux associés
- 3) présentation des comptes annuels 2014
- 4) rapport du Commissaire-réviseur
- 5) approbation des comptes 2014
- 6) affectation du résultat
- 7) décharge aux administrateurs
- 8) décharge au Commissaire-réviseur
- 9) nomination d'un Administrateur privé

Article 2 :

Les délégués représentant la Commune de Jurbise, désignés par le Conseil Communal du 7 mai 2013, seront chargés lors de l'Assemblée générale du vendredi 16 juin 2015, de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée.

Article 3 :

La présente résolution sera transmise pour information à la « Société Terrienne de Crédit Social du Hainaut», ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier.

16. **Secrétariat** – Convention de mise à disposition, de placement, d'exploitation et de maintenance d'une borne électrique dans le cadre d'un projet pilote entre la Commune de Jurbise et l'Intercommunale ORES - désignation des représentants communaux à la signature – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-31 et L 1122-34 § 2;

Attendu qu'en date du 31 décembre 2013, l'association intercommunale ORES Assets a été constituée suite à la fusion des intercommunales IDEG, IEH, IGH, INTEREST, INTERLUX, INTERMOSANE, SEDILEC et SIMOGEL, et que cette association, soumise à la législation relative aux intercommunales, a pris la forme d'une Société Coopérative à Responsabilité Limitée (SCRL) ;

Considérant l'affiliation de la commune à l'association intercommunale ORES Assets ;

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'assemblée générale de l'Intercommunale le 25 juin 2015 par courrier daté du 13 mai 2015 ;

Considérant que la commune doit être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale le 25 juin 2015;

LE CONSEIL COMMUNAL RATIFIE, à l'unanimité, LES DECISIONS QUI SUIVENT :

Article 1^{er} : D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'association intercommunale ORES Assets du 25 juin 2015 qui nécessitent un vote. L'ordre du jour est le suivant :

1. Modifications statutaires ;
2. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 ;
3. Décharge aux administrateurs pour l'année 2014 ;
4. Décharge aux commissaires pour l'année 2014 et pour le 1^{er} semestre 2015 dans le cadre de leur fin de mandat au 30 juin 2015 ;
5. Décharge aux réviseurs pour l'année 2015
6. Rapport annuel 2014 ;
7. Actualisation de l'annexe 1 des statuts – Liste des associés ;
8. Remboursement des parts R ;

9. Nominations statutaires.
10. Rémunération des mandats en ORES Assets

Article 2. : De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal, et de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3. : Que la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale ORES Assets ainsi qu'aux intéressés.

-
17. **Urbanisme** – MP 2015-21-SG-MD relatif à la désignation d'un auteur de projet pour l'élaboration d'un dossier de permis unique – mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1^o a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-21-SG-MD relatif au marché "Désignation d'un auteur de projet pour l'élaboration d'un dossier de permis unique" établi par l'auteur de projet ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 16.528,93 € hors TVA ou 20.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense a été inscrit en modification budgétaire n°1 de l'exercice 2015 ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 2. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-21-SG-MD et le montant estimé du marché "Désignation d'un auteur de projet pour l'élaboration d'un dossier de permis unique", établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 16.528,93 € hors TVA ou 20.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit a été inscrit en modification budgétaire n°1 de l'exercice 2015.

Article 4 - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

- 18. Travaux – MP 2015-19-SG-RP relatif à des travaux d'insonorisation de la salle communale Jacques Galant – mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la décision du Collège communal du 17 juin 2013 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Travaux d'insonorisation de la salle communale J. Galant" à KEY ORG ACOUSTICS, rue de Belvaux 6 à 6927 Bure ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-19-SG-RP relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, KEY ORG ACOUSTICS, rue de Belvaux 6 à 6927 Bure ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Sas acoustique pour l'accès de la Salle J. Galant), estimé à 6.350,00 € hors TVA ou 7.683,50 €, 21% TVA comprise

* Lot 2 (Remplacement des huisseries intérieures et extérieures de la salle J. Galant), estimé à 82.100,00 € hors TVA ou 99.341,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 88.450,00 € hors TVA ou 107.024,50 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 21 mai, et obtenu en date du 5 juin, et qu'il s'avère favorable ;

Considérant que les voies et moyens seront prévus en modification budgétaire n°2 ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 2. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-19-SG-RP et le montant estimé du marché "Travaux d'insonorisation de la salle communale J. Galant", établis par l'auteur de projet, KEY ORG ACOUSTICS, rue de Belvaux 6 à 6927 Bure. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 88.450,00 € hors TVA ou 107.024,50 €, 21% TVA comprise.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 76290/723-54 (n° de projet 20150028).

Article 5. - Ce crédit fera l'objet d'une prochaine modification budgétaire.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

19. Travaux – MP 2015-10-SG-RP relatif à l'aménagement des caves du Château communal – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la décision du Collège communal du 25 novembre 2008 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Aménagement des caves du Château communal" à Atelier d'Architecture J.M. Meunier, Route d'Ath 199 à 7050 Jurbise ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-10-SG-RP relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Atelier d'Architecture J.M. Meunier, Route d'Ath 199 à 7050 Jurbise ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 286.244,62 € hors TVA ou 346.355,99 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 16 juin 2015, obtenu en date du 24 juin 2015, et qu'il s'avère favorable sous réserve de certaines adaptations apportées entretemps au CSCh ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 104/72260:20150076.2015 et sera financé par un emprunt ;

Considérant que ce crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 2. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-10-SG-RP et le montant estimé du marché "Aménagement des caves du Château communal", établis par l'auteur de projet, Atelier d'Architecture J.M. Meunier, Route d'Ath 199 à 7050 Jurbise. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 286.244,62 € hors TVA ou 346.355,99 €, 21% TVA comprise.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 104/72260:20150076.2015.

Article 5. - Ce crédit fera l'objet d'une prochaine modification budgétaire.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

20. Travaux – MP 2015-RP-13 relatif à la remise en peinture des façades et boiseries extérieures de la maison communale – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Madame Senecaut demande si le personnel communal ne pourrait être chargé de ces travaux. L'Echevin des Travaux lui répond par la négative, des travaux de traitement de la façade, et d'autres nécessitant un équipement particulier, étant notamment prévus dans le cadre de ce dossier.

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-RP-13 relatif au marché "Remise en peinture des façades et boiserie extérieures de la maison communale" établi par le Service Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 44.885,00 € hors TVA ou 54.310,85 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 104/72260:20150076.2015 et sera financé par emprunt ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 22 juin 2015, et obtenu en date du 24 juin 2015, et qu'il s'avère favorable ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-RP-13 et le montant estimé du marché "Remise en peinture des façades et boiserie extérieures de la maison communale", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 44.885,00 € hors TVA ou 54.310,85 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 104/72260:20150076.2015.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

21. Travaux – MP GU-06-2015 relatif à l'assainissement du sol et de l'eau souterraine à l'école de Masnuy-St-Jean suite à la contamination due à la cuve à mazout enterrée – approbation

Madame Senecaut demande si l'assureur communal interviendra pour couvrir une partie des frais engendrés. La Présidente lui répond par l'affirmative.

Madame Senecaut demande également si toutes les dispositions nécessaires ont été envisagées en termes de sécurité pour les enfants, et si un contrôle des installations dans les autres écoles a été réalisé. Tout en la rassurant sur la prise en compte des aspects sécuritaires dans ce dossier, la Présidente lui confirme également qu'un contrôles des cuves et installations dans les autres écoles est en cours de réalisation.

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1^o a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant le cahier des charges N° GU/06/2015 relatif à ce marché, établi en coordination avec le prestataire Siterem SA, Cour de la Taillette, 4 à 1348 Louvain-la-

Neuve, désigné par l'assureur communal Belfius afin d'assurer le suivi et l'étude de la problématique de pollution suspectée du sol, constatée à l'Ecole de Masnuy-St-Jean ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 45.082,50 € hors TVA ou 54.549,83 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'une partie des frais découlant de la réalisation de ces travaux sera prise en charge par l'assureur communal ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 22 juin, et obtenu en date du 24 juin, et qu'il s'avère favorable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au 722/725-60:20150083.2015 ;

LE CONSEIL COMMUNAL APPROUVE, à l'unanimité :

Article 1er. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 2. - D'approuver le cahier des charges N° GU/06/2015 et le montant estimé du marché " Assainissement du sol et de l'eau souterraine à l'école de Masnuy-St-Jean suite à la contamination due à la cuve à mazout enterrée ", établis en collaboration avec le Bureau d'études Siterem SA, Cour de la Taillette, 4 à 1348 Louvain-la-Neuve. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 45.082,50 € hors TVA ou 54.549,83 €, 21% TVA comprise.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au 722/725-60:20150083.2015.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

22. Travaux – Modification du Plan d'investissement communal (P.I.C.) 2013-2016 – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le courrier du 6 juin 2013 de Monsieur le Ministre Furlan, en charge des Pouvoirs locaux, faisant état de l'approbation par le Gouvernement wallon de l'avant-projet de décret modifiant les dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, relatives aux subventions à certains investissements d'intérêt public et établissant un droit de tirage au profit des communes ;

Considérant que ce même courrier fixe le montant de l'enveloppe de la Commune de Jurbise à 458.844 € pour les années 2013 à 2016 ;

Considérant que l'investissement minimum propre de la Commune doit être équivalent à la dotation régionale sollicitée ;

Vu le courrier de la Société publique de Gestion de l'Eau (SPGE) du 3 juillet 2013, communiquant les priorités actualisées de la SPGE en matière d'égouttage ainsi que les modalités d'application de celles-ci ;

Considérant la délibération du Conseil communal, en date du 10 septembre 2013, portant sur l'approbation du Plan communal d'investissement de Jurbise, tel qu'élaboré par l'I.D.E.A.

Vu le courrier du 17 février 2014 de la S.P.G.E. informant de la nécessité de scinder le dossier d'égouttage des rues Claus, du Faux bois et Fort Joniau en deux phases afin de répartir le coût sur plusieurs plans d'investissement et retenant la prise en charge des travaux pour un montant approximatif de 400.000 € pour une première phase ;

Vu le courrier du 24 mars 2014 de Monsieur le Ministre Furlan, en charge des Pouvoirs locaux, faisant état de l'approbation partielle du plan communal d'investissement de Jurbise compte tenu de l'avis de la S.P.G.E. ;

Considérant que la Commune peut introduire auprès du Gouvernement wallon une demande motivée visant à la modification de son plan d'investissement ;

Vu l'avant-projet des travaux d'amélioration et d'égouttage des rues du Faux Bois et Fort Joniau établi par l'I.D.E.A. et adressé à la Commune en date du 5 mai 2015 ;

Considérant que le montant estimé de cet avant-projet pour les travaux d'égouttage à charge de la S.P.G.E. s'élève à 440.184,75 € hors TVA, que le montant des travaux de voirie subsidiés s'élève à 253.384,00 € hors TVA ou 306.594,64 € TVA comprise et le montant des travaux non subsidiés à 27.400,00 € hors TVA ou 33.154,00 TVA comprise ;

Vu la fiche technique voirie-égouttage établie par le service des travaux de la Commune pour les travaux d'amélioration de la rue Valère Letot ;

Considérant que le montant estimé des travaux de voirie subsidiés de cette fiche, y compris les frais d'étude, s'élève à 529.357,50 € hors TVA ou 640.522,57 € TVA comprise ;

Vu le projet de la Modification du Plan d'investissement communal de Jurbise, établi par le service des travaux de la Commune, et reposant sur

1. l'amélioration et l'égouttage des rues du Faux Bois et Fort Joniau ;
2. l'amélioration de la rue Valère Letot ;

Considérant que les montants nécessaires seront prévus en modification budgétaire n° 2 de l'exercice extraordinaire du budget 2015 ainsi qu'aux budget ultérieur ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 24 juin 2015, et obtenu en date du 24 juin 2015, et qu'il s'avère favorable ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la modification du Plan communal d'investissement de Jurbise, tel qu'élaboré par le service des travaux de la commune.

Article 2. - De prévoir les montants nécessaires en modification budgétaire n° 2 de l'exercice extraordinaire du budget 2015 ainsi qu'au budget ultérieur.

Article 3. - De transmettre des exemplaires de la présente délibération ainsi que la modification du Plan d'investissement communal de Jurbise à Monsieur Paul Furlan, Ministre des pouvoirs locaux, ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

23. Question(s) orale(s).

Aucune question orale n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.

POUR LE CONSEIL,

Le Directeur Général

La Présidente,